



ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Commune de **Pont Evêque**

Notice du zonage d'assainissement

HSE 04685N

DECEMBRE 2011

Commune de PONT EVEQUE
Notice du zonage d'assainissement

N° opération :	HSE 04685N
Intitulé de l'affaire :	Etude de zonage d'assainissement sur 8 communes de ViennAgglo
Objet du rapport :	Rapport phase 3 : Notice du Zonage d'assainissement

Indice	Date	Modifications	Rédigé par / vérifié par
1	Juin 2011	Rapport minute	D.CHIOTTI – H.SETRA / S.MESLIER
2	Octobre 2011	Version 2	D.CHIOTTI – H.SETRA / S.MESLIER
3	Novembre 2011	Version 3	D.CHIOTTI – H.SETRA / S.MESLIER
4	Décembre 2011	Version 4	D.CHIOTTI – H.SETRA / S.MESLIER
5	Juin 2012	Suite rapport commissaire enquêteur	D.CHIOTTI – H.SETRA / S.MESLIER

TABLE DES MATIERES

1. PREAMBULE	1
2. DISPOSITIF REGLEMENTAIRE	2
3. DONNEES GENERALES	4
3.1. Localisation géographique	4
3.2. Topographie	4
3.3. Démographie et urbanisme	6
3.3.1. Evolution démographique et habitat	6
3.3.2. Zones d'urbanisation future	6
3.3.3. Activités	7
3.4. Contexte géologique	7
3.5. Contexte hydrogéologique	8
3.6. Hydrologie	8
3.6.1. Réseau hydrographique	8
3.6.2. Qualité des eaux	9
3.7. Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux	9
3.7.1. Le SDAGE Rhône Méditerranée	9
3.7.2. Les objectifs de qualité des masses d'eau au titre de la DCE et du SDAGE	10
3.8. Aléas des risques naturels	10
3.8.1. Risque d'inondabilité	10
3.8.2. Glissement de terrain	11
3.8.3. Aléas ruissellement	11
3.9. Espaces protégés	11
3.10. Eau potable	11
3.10.1. Alimentation et desserte	11
3.10.2. Périmètre de protection d'alimentation en eau potable	12
4. ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES	13
4.1. Descriptif et état du réseau de collecte des eaux usées	13
4.1.1. Description du réseau de collecte	13
4.1.2. Etat général du réseau	13
4.2. Station d'épuration	13
4.3. Diagnostic de l'assainissement non collectif	14
4.4. Aptitude des sols à l'assainissement autonome	14
4.4.1. Méthodologie	14

4.4.2.	Unités pédologiques identifiées sur la commune	15
4.5.	Zonage d'assainissement	15
4.5.1.	Justification technico-économique et environnementale des choix	15
4.5.1.1.	Secteurs à maintenir en assainissement non collectif	15
4.5.1.1.1	Filières existantes	16
4.5.1.1.2	Coûts des filières d'assainissement individuel	16
4.5.1.2.	Secteur à raccorder au réseau d'assainissement collectif	17
4.5.2.	Calcul de l'impact sur le prix du m ³ eau assainie	19
4.5.3.	Proposition de zonage d'assainissement	20
4.5.4.	Zonage retenu par la collectivité	20
5.	ASSAINISSEMENT DES EAUX PLUVIALES	21
5.1.	Gestion actuelle des eaux pluviales	21
5.1.1.	Compétence	21
5.1.2.	Prescriptions communales	21
5.1.3.	Prescriptions relatives à la loi sur l'eau	21
5.1.4.	Diagnostic du réseau d'eaux pluviales existant	21
5.1.5.	Présentation des bassins versants	23
5.2.	Zonage pluvial	25
5.2.1.	Principes des aménagements proposés	25
5.2.1.1.	Les bassins de rétention structurants	25
5.2.1.2.	La rétention et l'infiltration à la parcelle	25
5.2.2.	Enjeux réglementaires	26
5.2.3.	Proposition de zonage pluvial	26
ANNEXES		28
ANNEXE 1 : Carte d'aptitude des sols		29
ANNEXE 2 : Carte du zonage d'assainissement		30
ANNEXE 3 : Carte de zonage des eaux pluviales		31

GLOSSAIRE

Assainissement collectif (AC) : Systèmes d'assainissement comportant un réseau réalisé par la collectivité.

Assainissement autonome ou non collectif (ANC) : Systèmes d'assainissement effectuant la collecte, le prétraitement, le traitement et l'évacuation des eaux usées domestiques des immeubles non raccordés au réseau public d'assainissement

Eaux ménagères (EM) ou assimilé : Eaux provenant des salles de bain, cuisines, buanderies, lavabos, etc.

Eaux vannes (EV) : Eaux provenant des W.C.

Eaux usées (EU) : Ensemble des eaux ménagères et des eaux vannes

Effluents : Eaux usées circulant dans le dispositif d'assainissement.

Filières d'assainissement : Technique d'assainissement assurant le traitement des eaux usées domestiques, comprenant la fosse toutes eaux et les équipements annexes ainsi que le système de traitement sur sol naturel ou reconstitué..

Hydromorphie : Traces visibles dans le sol correspondant à la présence d'eau temporaire.

Perméabilité : Capacité du sol à infiltrer de l'eau. Seul un essai de percolation permet de connaître ce paramètre.

POS : Plan d'Occupation des Sols

PLU : Plan Local d'Urbanisme

E.H. : Equivalent – Habitant, correspond à la charge biodégradable ayant une DBO5 de 60 g/j selon la Directive Européenne du 21 Mai 1991.

Taux de desserte : Nombre d'habitations raccordées sur le nombre d'habitations raccordable au réseau d'assainissement eaux usées.

Taux de raccordement : Nombre d'habitations raccordées sur le nombre total d'habitations de la commune.

Taux de collecte : Flux de pollution collecté sur le flux de pollution total généré sur la commune.

1. PREAMBULE

ViennAgglo exerce la compétence assainissement et eaux pluviales depuis le 1^{er} janvier 2007. Cette compétence consiste en la gestion des eaux pluviales, de l'assainissement collectif (réseaux et stations d'épuration) et de l'assainissement non collectif.

La présente étude a pour but la réalisation du **zonage d'assainissement** de la commune **Pont-Evêque**.

Cette étude permet de définir les solutions techniques, économiques et environnementales les mieux adaptées à la gestion des eaux usées d'origine domestique.

Elle s'inscrit dans une réflexion globale sur la mise en conformité avec les prescriptions de la loi des milieux aquatiques du 30 décembre 2006 et des articles L 2224-10 et R 2224-7 à R 2224-9 du code général des collectivités territoriales.

Les solutions techniques, vont de l'assainissement non collectif (tout type de dispositif de collecte et de traitement qui relève de la responsabilité de personnes privées) à l'assainissement collectif, qui relève de la responsabilité publique (communes, syndicats, ...) devront répondre aux préoccupations et objectifs du maître d'ouvrage qui sont de :

- Garantir à la population présente et à venir des solutions durables pour l'évacuation et le traitement des eaux usées ainsi que l'évacuation des eaux pluviales,
- Respecter le milieu naturel en préservant les ressources en eaux souterraines et superficielles selon les objectifs de qualité,
- Prendre en compte ce zonage d'assainissement dans les orientations d'urbanisme de la commune de façon à garantir une cohérence entre le développement des constructions et des équipements,
- Assurer le meilleur compromis économique possible dans le respect des réglementations,
- Posséder un outil d'aide à la décision notamment en ce qui concerne le choix et la mise en œuvre des filières d'assainissement non collectif.

L'étude a été réalisée avec le souci :

- De fournir aux décideurs l'information la plus large possible pour qu'ils choisissent en connaissance de cause ⇒ **aide à la décision**,
- De donner une vision claire et pédagogique des programmes d'action et d'investissement, hiérarchisés et quantifiés ⇒ **outil de planification**.

Le zonage d'assainissement mis en place par chaque commune concerne l'ensemble du territoire communal qui est découpé en zones auxquelles sont attribués des modes d'assainissement. **Ce zonage est soumis à une enquête publique et sera annexé au document d'urbanisme.**

Le présent dossier d'enquête publique a pour objet d'informer le public et de recueillir ses appréciations, suggestions et contre-propositions afin de permettre à ViennAgglo et à chaque commune de disposer de tous les éléments nécessaires à sa décision.

Cette notice d'enquête est constituée:

- d'un rapport justifiant le zonage d'assainissement retenu,
- d'une carte de zonage d'assainissement des eaux usées,
- une carte de zonage des eaux pluviales,
- d'une carte d'aptitude des sols à l'assainissement autonome.

2. DISPOSITIF REGLEMENTAIRE

Le Code Général des Collectivités Territoriales précise à l'article L 2224-10 :

Les communes ou leurs établissements publics de coopération délimitent, après enquête publique.

1° Les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;

2° Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle de ces installations et, si elles le décident, le traitement des matières de vidange et, à la demande des propriétaires, l'entretien et les travaux de réalisation et de réhabilitation des installations d'assainissement non collectif;

3° Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement;

4° Les zones où il est nécessaire de prévoir des installations pour assurer la collecte, le stockage éventuel et, en tant que de besoin, le traitement des eaux pluviales et de ruissellement lorsque la pollution qu'elles apportent au milieu aquatique risque de nuire gravement à l'efficacité des dispositifs d'assainissement.

Article R 2224-7 (modifié par décret n°2007-1339 du 11 septembre 2007) : Peuvent être placées en zones d'assainissement non collectif les parties du territoire d'une commune dans lesquelles l'installation d'un système de collecte des eaux usées ne se justifie pas, soit parce qu'elle ne présente pas d'intérêt pour l'environnement et la salubrité publique, soit parce que son coût serait excessif.

Article R 2224-8 (modifié par décret n°2007-1339 du 11 septembre 2007) : « L'enquête publique préalable à la délimitation des zones mentionnées aux 1° et 2° de l'article L. 2224-10 est conduite par le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, dans les formes prévues par les articles R. 123-6 à R. 123-23 du code de l'environnement ».

Article R 2224-9 (modifié par décret n°2007-1339 du 11 septembre 2007) : « Le dossier soumis à l'enquête comprend un projet de délimitation des zones d'assainissement de la commune, faisant apparaître les agglomérations d'assainissement comprises dans le périmètre du zonage, ainsi qu'une notice justifiant le zonage envisagé ».

Concernant l'assainissement non collectif, notamment la mise en place du Service Public de l'Assainissement Non collectif (SPANC) dont la mission est le contrôle des dispositifs individuels, plusieurs textes font aujourd'hui référence :

- Lois sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 03 janvier 1992 et du 31 décembre 2006,
- Loi n°2010788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement,
- Arrêté interministériel du 7 septembre 2009 fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1.2 Kg/j de DBO5 (concerne tous les systèmes dimensionnés pour traiter jusqu'à 20 personnes),
- Arrêté du 7 septembre 2009 relatif aux modalités de contrôle des installations d'assainissement non collectif,
- Arrêté du 7 septembre 2009 définissant les modalités d'agrément des personnes réalisant les vidanges et prenant en charge le transport et l'élimination des matières extraites des installations d'assainissement non collectif,

- Loi Grenelle 2 qui modifie l'art L 2224-8 du Code Général des Collectivités territoriales, l'article L 1331-1-1 et L 1331-6 du Code de la Santé Publique.
- Code général des collectivités territoriales (articles L 2224-8, L 2224-10 notamment)
- Code de la santé publique (articles L 1331-1 et suivants).

Concernant la mise en œuvre des dispositifs d'assainissement non collectif, le Document Technique Unifié (DTU) XP 64.1 fait référence. Il a été publié par l'AFNOR en mars 2007 et remplace la précédente version d'août 1998.

3. DONNEES GENERALES

3.1. LOCALISATION GEOGRAPHIQUE

La commune de Pont-Evêque se trouve dans le département de l'Isère, à 2 kilomètres à l'Est de la ville de Vienne.

La commune s'organise autour d'un centre historique ancien autour duquel sont venus s'agglomérer des quartiers pavillonnaires plus récents.

Les principaux axes de communication sont l'autoroute RD 301, la RD 75 et la RD 75C.

Le plan de localisation est présenté en page suivante.

3.2. TOPOGRAPHIE

A Pont-Evêque, on distingue 3 ensembles:

- des zones de plaine où les pentes sont quasiment nulles,
- des zones de transition où les pentes sont relativement douces,
- des reliefs peu marqués, où les pentes sont rarement fortes (>15%).

Les contraintes topographiques ont été identifiées à partir des cartes IGN au 1/25 000^{ème} et d'une reconnaissance des sites. Les seuils retenus sont 5, 10, et 20%.

- Entre 0 et 5 %, sous réserve d'une pédologie favorable, les filières de type tranchées ou lits d'infiltration, utilisant le sol en place pourront être utilisées.
- De 5 à 10 %, les tranchées d'infiltration pourront être mises en place, sous réserve d'une pédologie favorable, en les positionnant perpendiculairement au sens de la pente.
- Au-delà de 10 %, la réalisation de tranchées d'infiltration est à proscrire, on s'orientera vers l'utilisation de filières utilisant des sols reconstitués. Ces filières seront drainées si le substratum n'est pas perméable.
- Au-delà de 20 %, l'assainissement non collectif n'est plus possible sauf si les parcelles sont aménagées en terrasse. Les risques d'exfiltration sont à contrôler.

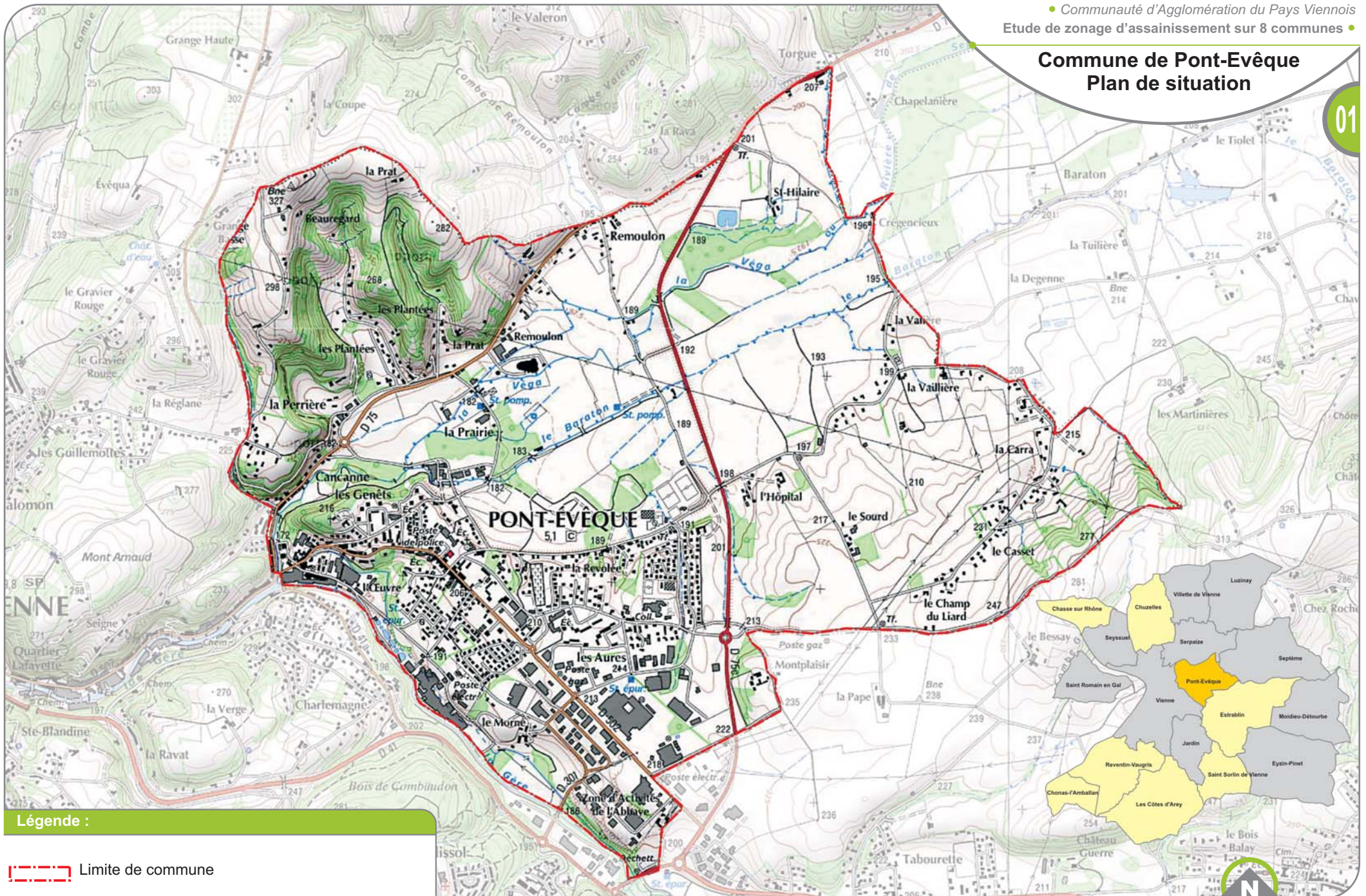
Il existe plusieurs filières compacts agréées au titre de l'arrêté du 07/09/2009 qui peuvent être mises en place en cas de difficultés liées à la pente.

Ces contraintes sont prises en compte dans l'analyse de l'aptitude des sols en place.



● **Sources** : fond de plan IGN Géoportail ●

0 m 500 m 1 km



3.3. DEMOGRAPHIE ET URBANISME

3.3.1. Evolution démographique et habitat

	1968	1975	1982	1990	1999	2007
Population sans double compte	2148	5636	5542	5385	5065	5108
Variation moyenne annuelle de la population en %		+ 23.2%	-0.2%	-0.4%	-0.7%	+ 0.1%

La population de la commune n'a cessé de décroître sur toute la période allant de 1975 à 1999. Elle a augmenté sensiblement depuis 1999, mais cette croissance reste très faible.

En 2007, la répartition des logements s'effectuait de la façon suivante :

Parc de logement en 2007	Nombre
Nombre total de logements	2294
Résidences principales	2088 soit 91%
Résidences secondaires	23 soit 1%
Logements vacants	183 soit 8%
Nombre moyen d'occupants par résidence principale	2.4

Plus de 9 habitations sur 10 sont des résidences principales. Les résidences secondaires restent exceptionnelles. Cette répartition du parc de logement correspond aux caractéristiques habituelles d'une commune proche d'un centre urbain.

3.3.2. Zones d'urbanisation future

La commune compte plusieurs zones urbanisables et non encore urbanisées (zones d'urbanisation future).

Ces zones sont situées à proximité de zones urbaines desservies par le réseau d'assainissement collectif. Leur raccordement au réseau d'assainissement pourrait être envisagé.

Ces zones sont situées dans les secteurs suivants:

- La Perrière,
- Hôpital Sud,
- La Réglane,
- L'Abbaye, Prairie Ouest,
- Montplaisir.

L'élaboration du PLU est en cours.

La commune est concernée par le SCOT des Rives du Rhône qui regroupe 80 communes qui sont représentées au sein du Syndicat Mixte au travers de 5 intercommunalités.

L'élaboration du SCOT a été lancée en 2005 avec comme principaux objectifs de :

- Répondre aux besoins liés à la croissance démographique,
- Valoriser les sites économiques stratégiques de la vallée du Rhône,
- Définir la place et le rôle de l'agriculture au sein du territoire.

Ce document est actuellement en phase consultation des partenaires et organismes associés. Son approbation par le Comité Syndical est prévue en 2011.

Les prévisions du SCOT pour la commune de Pont Evêque sont :

- Taux d'accroissement fixé par le SCOT : 1%,
- Limite d'augmentation de la population à horizon 2030 : 1 190 habitants,
- Population prévue en 2030 : 6 312 habitants.

3.3.3. Activités

L'activité économique est relativement importante.

La commune compte plusieurs zones d'activité:

- Zone d'activités de l'Abbaye,
- Zone d'activités des Tanneries,
- Zone d'activités Remoulon,
- Zone d'activités de la Prairie,
- Zone industrielle Montplaisir.

Les principales informations concernant la vie économique de la commune sont renseignées dans le tableau suivant (source : données Insee):

Activité	Nombre d'établissement
Agriculture	10
Construction	94
Commerce	51
Industrie	42
Service	169
Administration publique	43

3.4. CONTEXTE GEOLOGIQUE

L'examen de la carte géologique du BRGM au 1/50 000 (feuille de Vienne) montre que le territoire de la commune de Pont Evêque repose majoritairement sur des formations sédimentaires. De manière plus détaillée on distingue:

- des alluvions non calcaires hydromorphes,
- des placages limoneux différenciés,
- des placages limoneux moyennement différenciés,
- des conglomérats en pentes fortes,
- des molasses sablo-gréseuses.

3.5. CONTEXTE HYDROGEOLOGIQUE

Les ressources en eau de la commune sont assez importantes. On distingue :

- Une nappe alluviale associée aux alluvions de basses terrasses. Cette nappe bénéficie d'une recharge très importante grâce à sa situation à la confluence de plusieurs ruisseaux. Cette nappe est exploitée dans le secteur de la Prairie (champ de captage des Fontaines) pour l'alimentation en eau potable. La vulnérabilité de cette ressource est très importante en raison :
 - D'une couverture sablo-limoneuse perméable,
 - De la proximité de la zone urbaine,
 - D'un réseau hydrographique dense susceptible de transporter une pollution urbaine ou industrielle.
- Les formations du Miocène renferment une nappe souterraine très étendue et qui couvre une large partie du territoire de la commune. Les forages réalisés dans cet aquifère donnent des débits assez modestes. Cet aquifère est recouvert par des formations superficielles à perméabilité réduite qui constituent dans une certaine mesure, une protection de cette ressource en eau.

Les objectifs de qualité définis par le SDAGE pour les deux masses d'eau sont renseignés dans le tableau suivant :

Masse d'eau : eaux souterraines						
Code de masse d'eau	Nom de la masse d'eau	Objectif d'état quantitatif		Objectif chimique		Objectif global de bon état
		Etat	Echéance	Etat	Echéance	Echéance
FR_D0_219	Molasses miocènes	Bon état	2015	Bon état	2021	2021
FR_D0_319	Alluvions des vallées de Vienne (Véga, Gère, Vesonne)	Bon état	2015	Bon état	2021	2021

3.6. HYDROLOGIE

3.6.1. Réseau hydrographique

Le principale cours d'eau est la Gère qui longe la commune dans sa partie Sud-ouest.

Le réseau hydrographique superficiel est assez développé. La commune compte plusieurs ruisseaux ou combes. Les plus importants sont le Baraton et la Véga qui sont tous deux des affluents de la Gère.

3.6.2. Qualité des eaux

La qualité chimique et biologique de la Gère est bonne dans sa partie amont. Cette qualité se dégrade au niveau d'Eyzin Pinet, puis redevient à nouveau bonne au niveau d'Estrablin.

La qualité de la Gère se dégrade ensuite pour les deux paramètres jusqu'à sa confluence avec le Rhône.

La qualité chimique et biologique de la Véga est mauvaise en amont de Pont Evêque. Elle s'améliore sensiblement au niveau de la zone urbaine mais les teneurs en azote et micro-organisme restent élevés.

Les données hydrométriques de la Gère et de la Véga sont regroupées dans le tableau suivant (source DIAG SYSTEPUR, Banque Hydro et SIAH 4Vallées)

Cours d'eau	Localisation	Superficie du BV (km ²)	Période	QMNA5 (m ³ /s)	Débit d'étiage (m ³ /s)	Crue décennale (m ³ /s)
Véga	Pont Evêque	72.4	1988-2009	0.56	0.79	12
Gère	Cancane	301	1964-1988	1.75	-	19

3.7. SCHEMA DIRECTEUR D'AMENAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX

3.7.1. Le SDAGE Rhône Méditerranée

La Directive Cadre sur l'Eau (DCE) du 23 octobre 2000 fixe l'objectif d'atteindre le bon état des eaux en 2015. Cet objectif est visé par le SDAGE Rhône Méditerranée 2010-2015 et son programme de mesures associées, approuvés le 20 novembre 2009 et entrés en vigueur le 21 décembre 2009 pour 6 ans.

Les huit orientations fondamentales du SDAGE Rhône-Méditerranée

- Privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité,
- Concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques,
- Intégrer les dimensions sociale et économique dans la mise en œuvre des objectifs environnementaux,
- Organiser la synergie des acteurs pour la mise en œuvre de véritables projets territoriaux de développement durable,
- Lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions toxiques et la protection de la santé,
- Préserver et développer les fonctionnalités naturelles des bassins et des milieux aquatiques,
- Atteindre et pérenniser l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir,
- Gérer les risques d'inondation en tenant compte du fonctionnement naturel des cours d'eau.

3.7.2. Les objectifs de qualité des masses d'eau au titre de la DCE et du SDAGE

Le territoire communal est concerné par trois masses d'eau au titre de la Directive Cadre sur l'Eau.

La Directive Cadre sur l'Eau
L'Europe a adopté en 2000 une directive-cadre sur l'eau (DCE). Cette directive demande aux Etats membres d'atteindre d'ici à 2015 le bon état des ressources en eaux. Elle introduit de nouvelles notions (masses d'eau, milieux fortement modifiés,...) et de nouvelles méthodes (consultation du public, analyse économique obligatoires,...) qui modifient l'approche française de la gestion de l'eau. La transposition en droit français de cette directive est effective depuis le 4 avril 2004.
L'objectif global de bon état résulte, pour une masse d'eau donnée, de la prise en compte de l'échéance la moins favorable retenue pour l'objectif d'état écologique (ou objectif d'état quantitatif pour les eaux souterraines) ou pour l'objectif d'état chimique (élaboré pour les eaux superficielles en application de la circulaire du 7 mai 2007 relative à l'état chimique des masses d'eau). Cet objectif se traduit par une échéance, date à laquelle la masse devrait atteindre le bon état global. La première échéance fixée est 2015. Des reports d'échéances ont été identifiés (2021 ou 2027).
Pour chaque masse d'eau, le SDAGE a repris ces objectifs d'état (chimique et écologique pour les eaux de surface.

Ces masses d'eau sont décrites dans le tableau ci-après ainsi que leurs objectifs d'atteinte du bon état.

Masse d'eau : eaux superficielles					
Code de masse d'eau	Nom de la masse d'eau	Objectif d'état écologique		Objectif d'état chimique	Objectif de bon état
		Etat	Echéance	Echéance	Echéance
FRDR472a	Gère en amont de la confluence avec la Vézone	Bon état	2021	2015	2021
FRDR472b	Gère en aval de la confluence avec la Vézone	Bon état	2021	2015	2021
FRDR472C	La Véga	Bon état	2021	2015	2021
FRDR11606	Ruisseau le Baraton	Bon état	2015	2015	2015

3.8. ALEAS DES RISQUES NATURELS

3.8.1. Risque d'inondabilité

En plaine, les habitations non desservies par le réseau d'assainissement sont soumises à ce risque (Petite Prairie et Prairie Ouest).

3.8.2. Glissement de terrain

Toute la partie nord-ouest de la commune est concernée par ce risque (*source: rapport d'évaluation environnementale en Pays Viennois*). Toutefois, ce risque n'affecte que quelques habitations.

Les zones disposant d'installations d'assainissement individuel ne sont pas concernées par ce risque.

La quasi-totalité des zones urbaines est située hors zone de risque de glissement de terrain.

3.8.3. Aléas ruissellement

La commune compte quelques secteurs soumis à ce risque. Les zones concernées sont décrites dans le volet pluvial de cette notice.

3.9. ESPACES PROTEGES

Le territoire communal est concerné par deux ZNIEFF de type 1 qui représente le bassin versant de la rivière la Gère au Sud et les Zones humides de la Prairie et de Saint-Hilaire au Nord et une ZNIEFF de type 2 qui représente l'ensemble fonctionnel formé par la Gère et ses affluents. Les caractéristiques de ces ZNIEFF sont présentées dans le tableau suivant :

Type	Code	Nom	Superficie (ha)
Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique de type 1	38000091	Zones humides de la Prairie et de Saint-Hilaire	49
Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique de type 1	38040001	Rivière la Gère	31
Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique Faunistique et Floristique de type 2	3804	l'ensemble fonctionnel formé par la Gère et ses affluents	/

3.10. EAU POTABLE

3.10.1. Alimentation et desserte

La commune dispose pour son alimentation en eau potable d'importantes ressources en eau (champ de captage des Fontaines).

La production, l'adduction et la distribution sont assurées par la commune.

Une petite partie de la commune adhère au SIE du Nord de Vienne.

L'exploitation du réseau est assurée en affermage.

Selon le rapport annuel de 2007, le volume d'eau potable consommé (hors SIE Nord Vienne) est de 130 692 m³

3.10.2. Périmètre de protection d'alimentation en eau potable

La présence d'une zone d'étude dans un périmètre de protection rapproché ou éloigné est une contrainte dont il faut tenir compte pour le choix du mode d'assainissement, mais aussi pour le choix de la filière d'assainissement individuel quand ce mode d'assainissement est maintenu.

La commune dispose sur son territoire d'un captage AEP dans le secteur de la Prairie (captage des Fontaines) doté d'un périmètre de protection. Cette ressource est très vulnérable à la pollution.

4. ASSAINISSEMENT DES EAUX USEES

4.1. DESCRIPTIF ET ETAT DU RESEAU DE COLLECTE DES EAUX USEES

4.1.1. Description du réseau de collecte

L'exploitation du réseau d'assainissement est assurée en régie.

Les caractéristiques du réseau des eaux usées sont renseignées dans le tableau suivant (données diagnostic SYSTEPUR de 2010):

Type	Réseau en partie unitaire
Linéaire total	25.7 km
Poste de refoulement	2
Diamètres du réseau séparatif	200 à 300 mm
matériaux	PVC et AC

La population totale raccordée est de 3 365 habitants (source rapport annuel SYSTEPUR 2010).

Le taux de raccordement est estimé à 99% (source diagnostic du SYSTEPUR).

4.1.2. Etat général du réseau

Les points de dysfonctionnement identifiés lors de la reconnaissance de terrain sont :

- Mise en charge et débordement par temps de pluie liés au collecteur de transport du SIA de la plaine de Lafayette.
- Mise en charge et débordement par temps de pluie sur tout le collecteur de la Prairie-Ouest,
- Insuffisance de la pente d'écoulement du collecteur du secteur de l'Hôpital-Sud.

Le réseau d'assainissement a fait l'objet, en 2010 d'un diagnostic dans le cadre de l'étude diagnostique du système SYSTEPUR. Les dysfonctionnements relevés sont des mises en charge dans le collecteur de la plaine de Lafayette et des intrusions d'eaux parasites à l'est de la commune.

4.2. STATION D'EPURATION

Les effluents collectés sont traités à la station d'épuration SYSTEPUR, située sur la commune de Reventin-Vaugris qui dispose d'une capacité de traitement de 65 000 EH.

Les principales caractéristiques de cette station sont renseignées dans le tableau suivant :

Situation	Commune de Reventin-Vaugris
Maitre d'ouvrage	SYSTEPUR
Exploitant	SYSTEPUR
Date de mise en service	Janvier 1995
Capacité	65 000 EH
Type de traitement	Boues activées faibles charges
Milieu récepteur	Rhône fleuve
Norme de rejet	Arrêté préfectoral du 6 novembre 1992 et du 22 juin 2007

D'après le compte rendu d'exploitation de 2010, la capacité nominale de la station d'épuration a été dépassée dans 6% du temps en 2010. Ses dépassements sont dus aux apports d'eaux parasites de temps de pluie.

Son rendement reste, cependant bon pour les paramètres DBO5, DCO et MES.

4.3. DIAGNOSTIC DE L'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

La commune compte peu de logements (environ 30) non raccordés et difficilement raccordables au réseau d'assainissement.

Ces logements ont fait l'objet d'un diagnostic qui a révélé un taux de non-conformité de l'ordre de 50%.

Ces logements sont situés dans les secteurs suivant:

- la Prairie-Ouest,
- la Petite Prairie,
- domaine de Saint-Hilaire,
- La Prat,
- Beauregard,
- Le Champ du Liard,
- Crégencieux,
- La Viallière,
- La Perrière.

4.4. APTITUDE DES SOLS A L'ASSAINISSEMENT AUTONOME

4.4.1. Méthodologie

La détermination de l'aptitude des sols à l'assainissement est basée sur une campagne de terrain réalisée en janvier 2011.

Conjointement à la reconnaissance générale des sites, l'analyse des paramètres topographiques et pédologiques a été réalisée :

Les moyens suivants ont été mis en œuvre conformément au cahier des charges :

- Réalisation de 10 sondages pour délimiter les unités pédologiques à la tarière manuelle jusqu'à 1,2 m de profondeur ou jusqu'au refus,
- Réalisation de 10 tests d'infiltration.

Les sondages à la tarière ont permis de bien apprécier l'aptitude des sols en place. Il n'a donc pas été jugé nécessaire de réaliser les sondages au tractopelle.

Les tests sont réalisés conformément à la procédure présentée dans le DTU 64.1 (Directive Technique Unifiée), publié par l'AFNOR en mars 2007.

4.4.2. Unités pédologiques identifiées sur la commune

Les investigations de terrain ont permis l'identification de 3 unités pédologiques sur la commune de Pont Evêque. Ces unités sont les suivantes :

- **Unité 1** : Le sol est globalement limoneux localement pierreux, épais, moyennement perméable. La pente est moyenne à faible.
- **Unité 2** : Le sol est globalement sablo-argileux, pierreux, moyennement épais et perméable. La pente est moyenne à localement forte.
- **Unité 3** : Le sol est globalement sablo-limoneux, épais et **hydromorphe** (remontée de la nappe d'accompagnement du Véga et du Baraton). La pente est faible.

Le détail de ces investigations est présenté dans le rapport phase 1 de l'étude du zonage d'assainissement.

Les résultats de ces investigations figurent sur la carte d'aptitude des sols jointe en annexe à ce rapport.

4.5. ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

4.5.1. Justification technico-économique et environnementale des choix

4.5.1.1. Secteurs à maintenir en assainissement non collectif

Les secteurs concernés par ce choix présentent des contraintes moyennes pour la mise en place d'un assainissement non collectif.

Une extension de l'assainissement collectif conduirait, dans la configuration actuelle de l'habitat, à des coûts prohibitifs par rapport à la mise en place de filières individuelles (coûts largement supérieurs à 10 000 € H.T par habitation raccordée, soit de 50 à 200 ml de réseau DN200 sous voirie à mettre en place par habitation).

Sur la commune de Pont Evêque il existe une dizaine habitations en zones agricoles ou naturelles. Ces habitations sont très éloignées du réseau d'assainissement et leur raccordement ne peut, aujourd'hui être envisagé.

Les secteurs concernés sont :

- La Prat,
- Beauregard,
- Le Champ du Liard,
- Crégencieux,
- Saint Hilaire,
- La petite Prairie,
- La Viallière,

- La Perrière.

Il n'existe, sur ces parcelles aucune contrainte majeure vis-à-vis de l'assainissement non collectif.

D'un point de vue technique, économique et environnementale, il est pertinent pour la collectivité de laisser ces habitations en **zone d'assainissement non collectif**.

4.5.1.1.1 Filières existantes

Le choix de la filière sera adapté aux contraintes de chaque site (surface disponible, hydromorphie, accessibilité...)

Une habitation située dans une zone non desservie par le réseau doit s'équiper d'un système individuel de traitement de ses eaux usées.

Il existe plusieurs filières d'assainissement non collectif agréées au titre de l'arrêté du 07/09/2009.

Une filière classique d'assainissement autonome comprend :

- **un ouvrage de prétraitement** :

Cet ouvrage consiste en la mise en place d'une fosse toutes eaux, acceptant les eaux ménagères (cuisine, bain, douche) et les eaux vannes (W.C.).

En amont de ce système peut également être adjoint un bac à graisses (à 2m maximum de l'habitation quand la fosse est éloignée de plus de 10m de celle-ci), uniquement habilitée à recevoir les eaux ménagères, qui sont ensuite dirigées vers la fosse toutes eaux.

- **un ouvrage de traitement** :

Les effluents, en sortie de fosse toutes eaux sont dirigés vers un dispositif de traitement.

Les filières de traitement préconisées pour la commune de Pont-Evêque sont les suivantes :

Types de filières	Surface minimum de parcelle conseillée pour les constructions neuves sur ces secteurs
Sur sol en place	En fonction de la filière utilisée et des contraintes de mise en place
sur sol reconstitué	En fonction de la filière utilisée et des contraintes de mise en place

Le type de filière à mettre en place est fonction de l'épaisseur du sol en place, de sa perméabilité, de la pente de la parcelle, de la présence ou non d'eau dans le sol, de la taille de la parcelle et de la proximité ou non de forages exploitant les nappes d'eaux souterraines.

La conformité ou non d'une telle installation est contrôlée par le Service Public de l'Assainissement Non Collectif (SPANC) qui pourra, dans certains cas, demander une étude à la parcelle pour définir la filière d'assainissement à mettre en place en fonction des contraintes rencontrées.

4.5.1.1.2 Coûts des filières d'assainissement individuel

Le coût de ces filières dépend de la technique utilisée et des contraintes de sa mise en œuvre.

Des coûts d'investissement et de fonctionnement sont donnés à titre indicatif dans le tableau suivant :

Coût pour la mise en place d'une installation neuve (hors coûts périphériques)	Entre 5 000 et 12 000 € H.T
Coût pour la réhabilitation d'une installation existante (hors coûts périphériques)	Entre 5 000 et 10 000 € H.T
Entretien (vidange de la fosse tous les 4 ans)	Environ 300 € H.T
Redevance du contrôle périodique du bon fonctionnement	21 € H.T / an
Redevance du contrôle des installations neuves ou réhabilitées	Contrôle du projet : 72 € Contrôle de bonne réception : 82 € (visite de terrain)

4.5.1.2. Secteur à raccorder au réseau d'assainissement collectif

Ce mode d'assainissement concerne les secteurs suivants:

- Hôpital Sud,
- Prairie Ouest,
- Montplaisir.

Cette proposition est justifiée par:

- Une mauvaise aptitude des sols à l'assainissement non collectif,
- La proximité du réseau d'assainissement collectif,
- Les contraintes environnementales existantes (inondabilité, présence d'un périmètre de captage AEP, sensibilité du milieu récepteur),
- La volonté de la commune d'urbaniser ou de densifier ces secteurs.

Les résultats de l'analyse technico-financière sont regroupés dans le tableau suivant:

Le détail de cette analyse figure dans le rapport phase 2 de cette étude.

Les travaux ont été classés par ordre de priorité en fonction de l'importance des contraintes liées à l'assainissement non collectif, de la destination des zones ou de la densité d'habitat.

Coûts liés aux travaux d'extension du réseau

Secteurs concernés	Nombre de logements (branchement)	Nature des travaux	Coût Total en K€H.T.	Priorité	Justification de l'ordre de priorité
La Prairie Ouest	5	<ul style="list-style-type: none"> - 200 ml de réseau gravitaire en PVC, Ø 200 mm - Un poste de refoulement (<50 EH) - 250 ml de conduite de refoulement PVC, Ø 63 ou 75 mm 	100	1	Contraintes environnementales fortes
La Perrière		Secteur déjà desservi		3	Pas de projet éminent
La Réglane		Secteur déjà desservi		3	Pas de projet éminent
Hôpital Sud	/	Travaux à charge de l'aménageur		3	Pas de projet éminent
L'Abbaye	/	Secteur déjà desservi		3	Pas de projet éminent
Montplaisir	/	<ul style="list-style-type: none"> - 280 ml de réseau gravitaire en PVC, Ø 200 mm 	36.8	2	Projet d'extension du réseau sur ce secteur existant
Total en K€H.T	136.8				

4.5.2. Calcul de l'impact sur le prix du m³ eau assainie

Pour l'estimation de l'impact des travaux sur le prix d'assainissement, nous avons pris en compte l'hypothèse suivante:

- Une consommation d'eau de l'ordre 131 000 m³ /an
- Une subvention accordée pour les travaux d'extension du réseau de 0%,
- Une capacité d'autofinancement de la collectivité de 0,
- Un taux d'emprunt = 5 %
- Une durée de l'emprunt = 20 ans

Le résultat de ce calcul est présenté dans le tableau suivant :

Coût de l'opération extension du réseau d'assainissement	136.8 k€ HT
Investissement à la charge de la collectivité	136.8 k€ HT
Annuité	11 k€ HT
Augmentation du prix de l'assainissement	+ 0.08 €/m³

L'augmentation du prix du m³ d'eau assainie serait de l'ordre **+ 0.08 €/m³**.

4.5.3. Proposition de zonage d'assainissement

Le tableau ci-dessous est une proposition de zonage qui tient compte des investigations réalisées dans le cadre de cette étude.

Proposition de zonage d'assainissement

Zone d'étude	Assainissement collectif	Assainissement collectif futur	Assainissement non collectif
La Perrière	X		
La Prairie-Ouest		X	
La Petite Prairie			X
Domaine de Saint Hilaire			X
La Réglane	X		
Hôpital Sud		X	
Montplaisir		X	
L'Abbaye	X		
Habitat diffus : - La Prat, - Beauregard, - Le Champ du Liard, - Crégencieux, - La Viallière,			X

La carte de proposition de zonage d'assainissement est jointe à ce rapport.

4.5.4. Zonage retenu par la collectivité

Le zonage proposé a été retenu par la collectivité.

5. ASSAINISSEMENT DES EAUX PLUVIALES

5.1. GESTION ACTUELLE DES EAUX PLUVIALES

5.1.1. Compétence

ViennAgglo exerce la compétence assainissement pluvial depuis le premier janvier 2007 sur les 18 communes que compte la collectivité et depuis le premier janvier 2011, la compétence ruissellement.

La collectivité prend en charge les travaux de :

- Réhabilitation ou création de réseaux d'eaux pluviales,
- Réhabilitation ou création de bassins de rétention,
- Aménagements permettant de limiter les ruissellements.

5.1.2. Prescriptions communales

L'élaboration du PLU de la commune est en cours.

Les modalités d'urbanisme liées au raccordement sur les réseaux d'eaux pluviales ne sont pas encore définies.

5.1.3. Prescriptions relatives à la loi sur l'eau

Le rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles, sur le sol ou dans le sous-sol est soumis à une procédure de déclaration ou d'autorisation au titre des articles L 214-1 à 6 du code de l'environnement.

La nomenclature des opérations soumises à déclaration ou à autorisation est définie par le décret n° 2008-283 du 25 mars 2008.

Lorsque la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet :

- est supérieure ou égale à 20 ha, le projet est soumis à autorisation,
- est supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha, le projet est soumis à déclaration.

5.1.4. Diagnostic du réseau d'eaux pluviales existant

La commune ne dispose pas d'un plan de réseau public de collecte des eaux pluviales.

Les conclusions de la reconnaissance de terrain menée dans le cadre de cette étude sont les suivantes :

- Ensablement et débordement par temps de pluie du pluvial de la route de Serpaize. La gestion des eaux pluviales sur ce secteur devra prendre en compte la totalité du bassin versant dont une partie est située sur la commune voisine.
- Insuffisance du diamètre de la buse qui traverse la RD 75 au niveau du chemin de la Combe Champot. Les débordements sont fréquents dans le champ situé en contrebas de

la RD. Le renforcement de cette buse et la création d'un bassin de rétention en contrebas de la RD permettrait de limiter voir supprimer les débordements.

- Insuffisance de la gestion des eaux pluviales du quartier les Plantées. L'urbanisation sur cette zone pourrait être densifiée. La création d'un bassin de rétention permettrait de réduire les débordements.
- Colmatage du fossé qui longe le chemin de la Carra. Les débordements sont fréquents sur la route. La création d'une nouvelle traversée et d'un fossé en plaine qui déboucherait dans le Baraton permettrait de supprimer ces débordements,
- Erosion des berges au niveau du hameau du Vallon suite aux rejets d'eaux pluviales des particuliers et du bassin de rétention en amont.
- Problème d'évacuation des eaux pluviales dans le hameau de la gère

Route de Serpaize



Colmatage très fréquent malgré le piège à sable

Chemin de la Combe Champot



Insuffisance de la capacité de la buse de traversé



Débordement lié au colmatage

Chemin de la Carra



Fossé crée par un riverain



Ancien fossé colmaté

Ces zones sont indiquées sur la carte de zonage pluvial.

5.1.5. Présentation des bassins versants

Six bassins versants principaux sont recensés sur la commune de Pont-Evêque.

L'essentiel de la commune est drainé par la rivière la Gère et ses affluents : le ruisseau de la Vega et le ruisseau du Baraton.

Le ruisseau de la Vega draine la partie nord essentiellement rurale et boisée de la commune (BV la Vega, BV de la Gère 1 et 2).

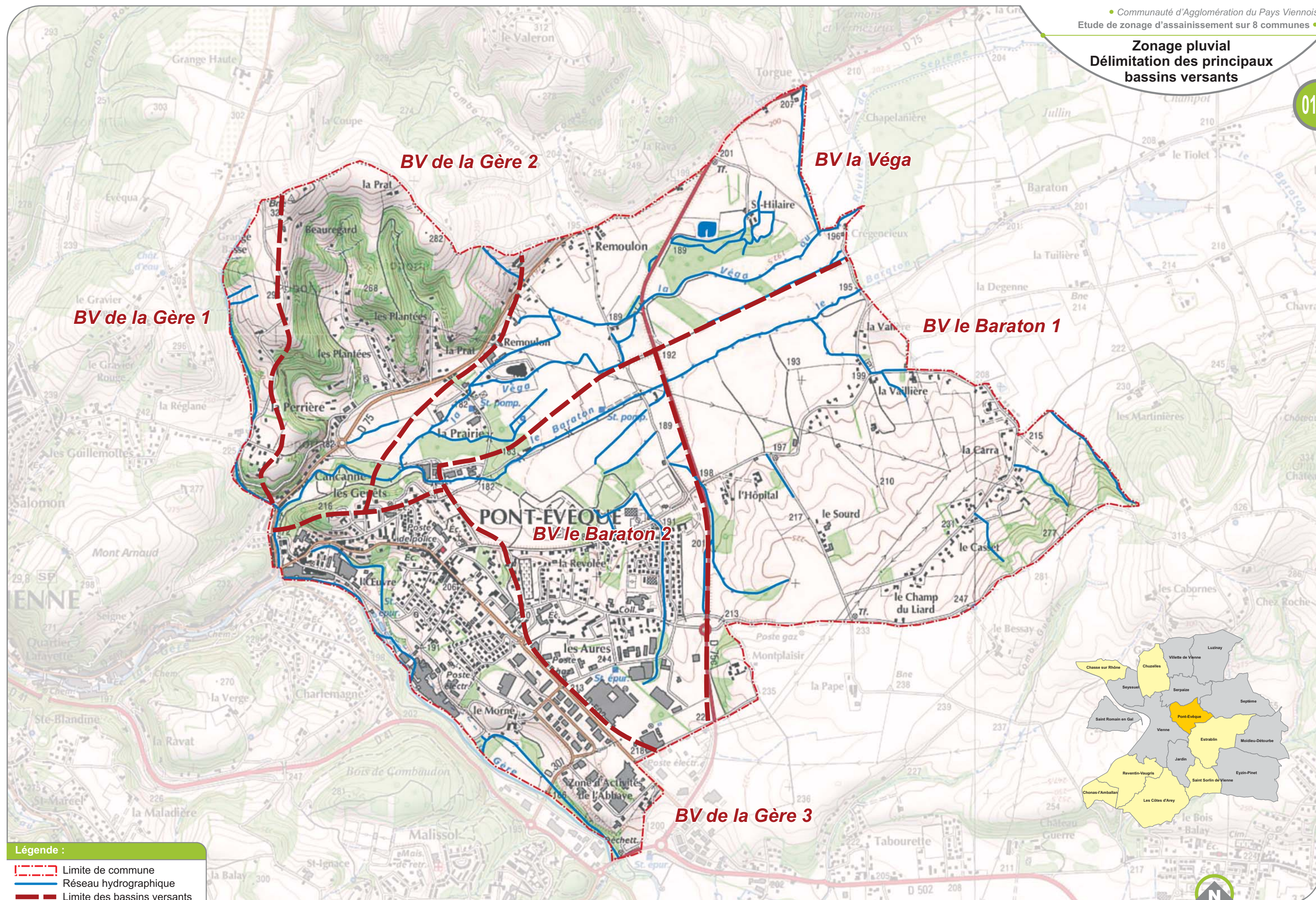
Le ruisseau du Baraton évacue les eaux pluviales de la partie urbaine de la commune située à l'est de la RD 502 (BV le Baraton 1 et 2).

La Gère draine directement la partie urbaine située à l'ouest de la RD 502 (BV de la Gère 3).

La délimitation des bassins versants est présentée sur le plan en page suivante.

Zonage pluvial Délimitation des principaux bassins versants

01



5.2. ZONAGE PLUVIAL

5.2.1. Principes des aménagements proposés

Deux types d'aménagement peuvent être prescrits.

5.2.1.1. Les bassins de rétention structurants

Ces ouvrages se conçoivent à l'échelle d'opérations d'habitat collectif ou pavillonnaire à partir d'une dizaine de lots, d'une ZAC, d'une opération de restructuration de l'habitat.

La prise en compte des besoins de rétention des eaux dès les premières phases de réflexion facilite généralement leur mise en œuvre dans de bonnes conditions : un bassin de rétention peut s'intégrer dans des espaces verts par ailleurs imposés, ou dans des aires de jeux.

5.2.1.2. La rétention et l'infiltration à la parcelle

Les bassins de rétention sont dans certains cas consommateurs de place et parfois incompatibles avec l'équilibre financier des opérations essentiellement lorsqu'elles sont de petites tailles.

L'emploi d'autres techniques permet éventuellement de réduire les caractéristiques des aménagements à mettre en place à l'aval (volumes de bassins de rétention...), voire de les supprimer.

Il s'agit de techniques dites alternatives :

- les *micro bassins de rétention à l'échelle de la parcelle* préconisés dans le cas des projets individuels,
- les *chaussées à structure réservoir* : les débits de pointe sont écrêtés par stockage temporaire de la pluie dans le corps de chaussée et évitent ainsi de mobiliser une emprise foncière supplémentaire pour le traitement des eaux de pluie,
- les *puits d'absorption* : Creux ou remplis de matériaux drainants, ils sont particulièrement adaptés pour le stockage des habitations individuelles.
- les *fossés et noues* : les eaux de ruissellement sont régulées par infiltration dans le sol ou par ralentissement des écoulements. Des fossés larges et peu profonds avec régulation des débits à l'exutoire donnent de bons résultats dans les secteurs peu pentus. Les noues sont très valorisantes pour les espaces verts.
- les *toits stockants* : les eaux de pluie sont provisoirement stockées en toiture et restituées à débit limité dans le réseau. Cette technique n'est applicable que dans certains cas de projets architecturaux.
- *le stockage en citerne* : le stockage des eaux de toiture en citerne permet la réutilisation des eaux à des fins d'arrosage des espaces verts. Ce type de dispositif entre dans une logique globale d'économie de consommation d'eau potable.

5.2.2. Enjeux règlementaires

Les projets soumis à la mise en place des mesures compensatoires explicitées ci-après sont les suivants : constructions neuves ou extension de constructions existantes, portant sur des surfaces inférieures à 1 ha (*Prescriptions relatives à la loi sur l'eau décrites au paragraphe 5.1.3*).

Cas de constructions neuves :

La surface imperméabilisée à compenser sera prise égale à la surface d'emprise maximale au sol des constructions augmentée des équipements internes à la parcelle : voies d'accès, terrasses, parking, abri jardins, piscine couverte...

Dans le cas d'une démolition de l'existant, le cas des constructions neuves s'applique.

Cas des extensions :

Dans le cas d'une extension d'une construction existante, seule l'extension liée au projet est prise en compte dans le calcul de la surface imperméabilisée à compenser sans rattrapage de la solution pré-existante.

5.2.3. Proposition de zonage pluvial

Trois types de zone ont été distingués dans le cadre du zonage pluvial. La carte en annexe 3 délimite les zones décrites ci-après.

▪ **Zone à risque connu - mesures à prendre pour éviter l'aggravation voire améliorer la situation :**

Compte tenu de la capacité des réseaux existants et les problèmes rencontrés en aval de cette zone, il est préconisé de limiter au maximum les débits rejetés au domaine public sur les futures zones urbaines de la commune. Les mesures à mettre en place sont les suivantes :

- Favoriser l'infiltration si le sol en place le permet,
- Mettre en place un volume de stockage dans le cas où l'infiltration est impossible. Les règles de dimensionnement de stockage sont les suivantes :

Dans le cas d'une surface imperméabilisée < 600 m², le volume de stockage à mettre en place correspond à un ratio de 28 l/m² imperméabilisé.

Dans le cas d'une surface imperméabilisée > 600 m², le volume de rétention est calculé pour une période de retour de 20 ans et le débit de fuite correspond au débit annuel avant aménagement.

- Recalibrer le réseau pluvial à l'aval de l'aménagement et ce, jusqu'à exutoire, dans le cas extrême où aucun stockage et aucune infiltration n'est possible.

▪ **Zone à risque potentiel - à surveiller :**

Compte tenu de la capacité des réseaux existants, il est préconisé de limiter les débits rejetés au domaine public sur les futures zones urbaines de la commune afin d'éviter l'apparition de dysfonctionnements importants. Les mesures à mettre en place sont les suivantes :

- Favoriser l'infiltration si le sol en place le permet,
- Mettre en place un volume de stockage dans le cas où l'infiltration est impossible. Les règles de dimensionnement de stockage sont les suivantes :

Dans le cas d'une surface imperméabilisée < 600 m², le volume de stockage à mettre en place correspond à un ratio de 27 l/m² imperméabilisé.

Dans le cas d'une surface imperméabilisée > 600 m², le volume de rétention est calculé pour une période de retour de 20 ans et le débit de fuite correspond au débit biannuel avant aménagement.

- Recalibrer le réseau pluvial à l'aval de l'aménagement et ce, jusqu'à exutoire, dans le cas extrême où aucun stockage et aucune infiltration n'est possible.

▪ **Zone sans risque majeur :**

Afin de prévenir l'apparition de dysfonctionnements, il est préconisé de limiter les débits rejetés au domaine public sur les futures zones urbaines de la commune. Les mesures à mettre en place sont les suivantes :

- Favoriser l'infiltration si le sol en place le permet,
- Mettre en place un volume de stockage dans le cas où l'infiltration est impossible. Les règles de dimensionnement de stockage sont les suivantes :

Dans le cas d'une surface imperméabilisée < 600 m², le volume de stockage à mettre en place correspond à un ratio de 22 l/m² imperméabilisé.

Dans le cas d'une surface imperméabilisée > 600 m², le volume de rétention est calculé pour une période de retour de 10 ans et le débit de fuite correspond au débit annuel avant aménagement.

- Recalibrer le réseau pluvial à l'aval de l'aménagement et ce, jusqu'à exutoire, dans le cas extrême où aucun stockage et aucune infiltration n'est possible.

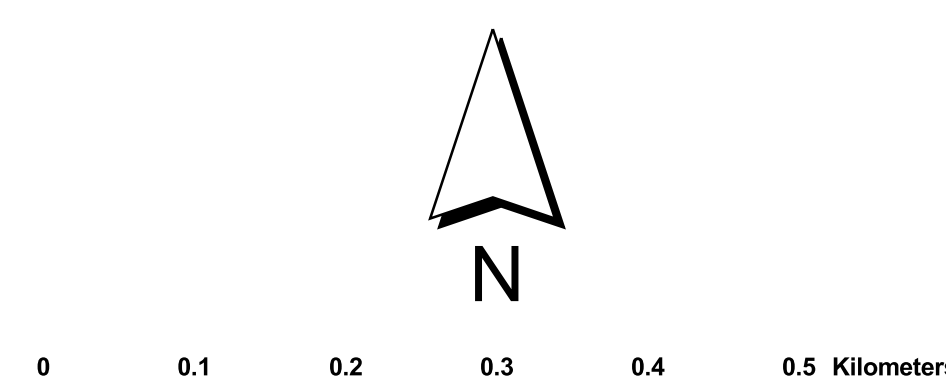
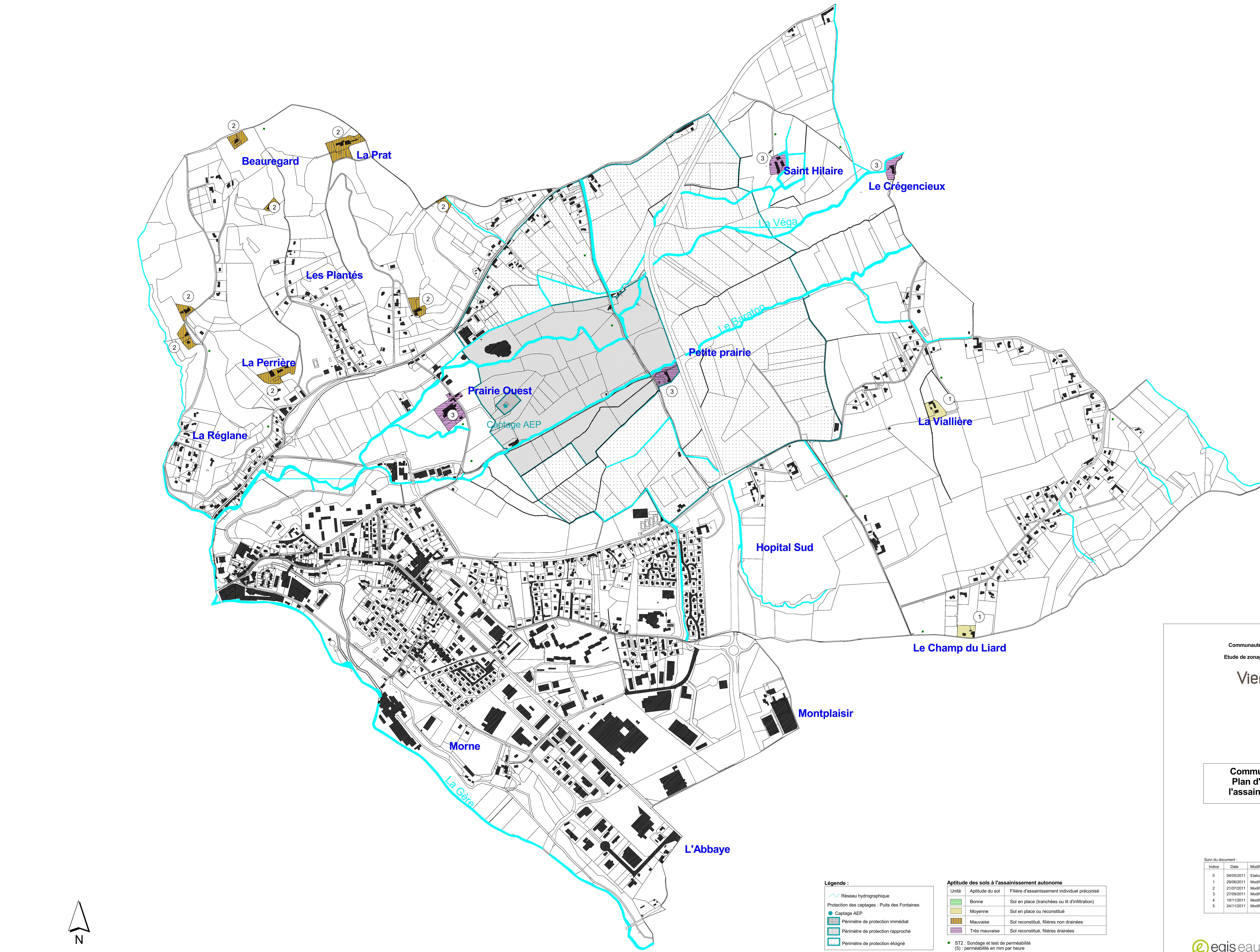
ANNEXES

Annexe 1 : Carte d'aptitude des sols

Annexe 2 : Carte de zonage d'assainissement

Annexe 3 : Carte de zonage des eaux pluviales

ANNEXE 1 : Carte d'aptitude des sols



Légende :

- Réseau hydrographique
- Protection des captages : Puits des Fontaines
- Captage AEP
- Périmètre de protection immédiat
- Périmètre de protection rapproché
- Périmètre de protection éloigné

Aptitude des sols à l'assainissement autonome

Unité	Aptitude du sol	Filière d'assainissement individuel préconisé
1	Bonne	Sol en place (tranchées ou lit d'infiltration)
2	Moyenne	Sol en place ou reconstitué
3	Mauvaise	Sol reconstitué, filières non drainées
4	Très mauvaise	Sol reconstitué, filières drainées

• ST2 : Sondage et test de perméabilité
(5) : perméabilité en mm par heure
① Unité de sol (confère rapport phase 1)

Communauté d'agglomération du Pays Viennois
Etude de zonage d'assainissement sur 8 communes



Commune de Pont Evêque
Plan d'aptitude des sols à
l'assainissement autonome

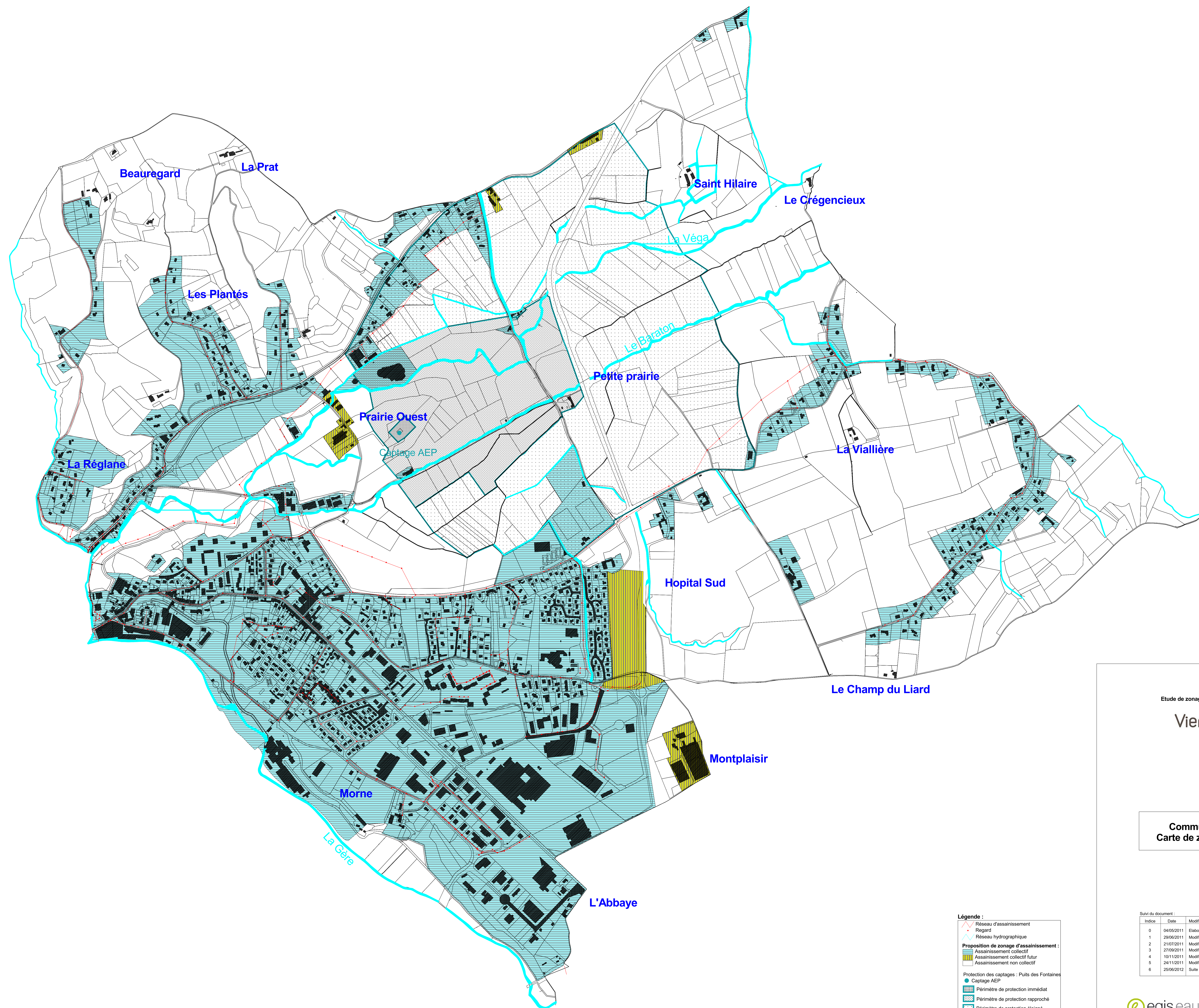
Echelle : 1/5000^e

Suivi du document :

Indice	Date	Modifications
0	04/05/2011	Elaboration
1	29/06/2011	Modification
2	21/07/2011	Modification
3	27/09/2011	Modification
4	10/11/2011	Modification
5	24/11/2011	Modification



ANNEXE 2 : Carte du zonage d'assainissement



HSE04685N_projet_pontev apr JLF 25/06/2012

Viennagglo
Etude de zonage d'assainissement sur 8 communes



Commune de Pont Evêque
Carte de zonage des eaux usées

Echelle : 1/5000^e

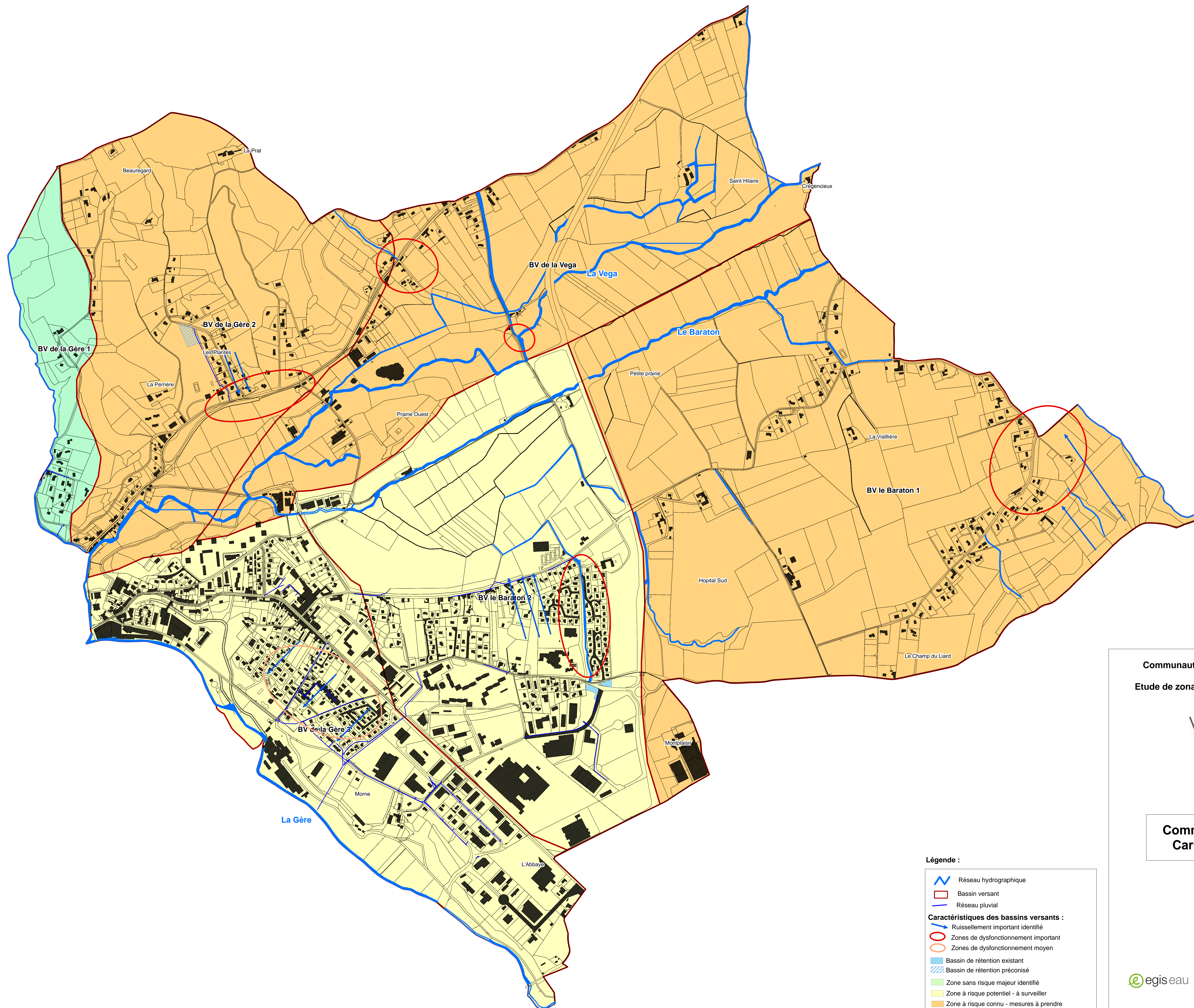
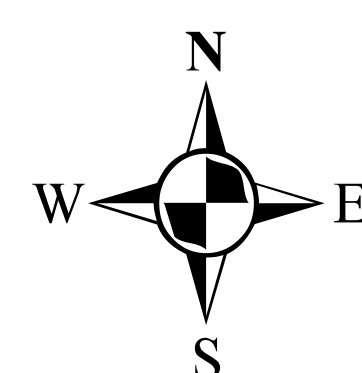
Suivi du document :		
Indice	Date	Modifications
0	04/05/2011	Elaboration
1	29/06/2011	Modification
2	21/07/2011	Modification
3	27/09/2011	Modification
4	10/11/2011	Modification
5	24/11/2011	Modification
6	25/06/2012	Suite rapport du Commissaire Enquêteur

- Légende :**
- Réseau d'assainissement
 - Regard
 - Réseau hydrographique
- Proposition de zonage d'assainissement :**
- Assainissement collectif
 - Assainissement collectif futur
 - Assainissement non collectif
- Protection des captages : Puits des Fontaines
- Captage AEP
 - Périmètre de protection immédiat
 - Périmètre de protection rapproché
 - Périmètre de protection éloigné

HSE04685N
Juin 2012



ANNEXE 3 : Carte de zonage des eaux pluviales



Légende :

- Réseau hydrographique
- Bassin versant
- Réseau pluvial
- Caractéristiques des bassins versants :
 - Ruissellement important identifié
 - Zones de dysfonctionnement important
 - Zones de dysfonctionnement moyen
 - Bassin de rétention existant
 - Bassin de rétention préconisé
 - Zone sans risque majeur identifié
 - Zone à risque potentiel - à surveiller
 - Zone à risque connu - mesures à prendre pour éviter l'aggravation voire améliorer la situation

Communauté d'agglomération du Pays Viennois
Etude de zonage d'assainissement sur 8 communes



Commune de Pont-Evêque
Carte de zonage pluvial

Echelle : 1/5000^e